

COMMISSIE VOOR HET  
BEDRIJFSLEVEN, HET  
WETENSCHAPSBELEID, HET  
ONDERWIJS, DE NATIONALE  
WETENSCHAPPELIJKE EN  
CULTURELE INSTELLINGEN, DE  
MIDDENSTAND EN DE  
LANDBOUW

van

DINSDAG 19 MEI 2009

Namiddag

---

COMMISSION DE L'ECONOMIE,  
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,  
DE L'EDUCATION, DES  
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES  
ET CULTURELLES NATIONALES,  
DES CLASSES MOYENNES ET DE  
L'AGRICULTURE

du

MARDI 19 MAI 2009

Après-midi

---

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 15.32 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Tinne Van der Straeten.

Le développement des questions et interpellations commence à 15.32 heures. La réunion est présidée par Mme Tinne Van der Straeten.

**01** Question de Mme Colette Burgeon au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les tarifs en hausse des comptes à vue" (n° 12937)

**01** Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de hogere tarieven voor de zichtrekeningen" (nr. 12937)

**01.01** Colette Burgeon (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, dans un récent communiqué, Test-Achats dénonce la régression toujours plus grande des comptes à vue. Ceux-ci ont, selon l'association des consommateurs, quatre faiblesses majeures:

1. des tarifs en hausse, c'est-à-dire que les mêmes services se paient de plus en plus cher, sauf rares exceptions, avec des augmentations pouvant atteindre 21% par rapport à 2007;
2. des conditions resserrées et des offres nettement moins avantageuses pour les consommateurs;
3. une transparence encore et toujours déficiente en ce qui concerne les tarifs et ce, malgré l'obligation de mentionner certains coûts dans leurs tarifs;
4. une mobilité toujours réduite et une grande difficulté pour le consommateur à changer de banque.

Si l'on en croit Test-Achats, les comptes à vue n'évoluent pas positivement et vont même dans le sens inverse, et ce, malgré l'importance vitale que revêt ce produit bancaire essentiel dans la vie quotidienne pour bon nombre de citoyens.

Monsieur le ministre, confirmez-vous les propos de Test-Achats? Dans l'affirmative, quelles pistes comptez-vous mettre en œuvre pour y remédier? Vous qui êtes un chantre de la concurrence, trouvez-vous normal que ce produit aussi essentiel soit toujours aussi peu transparent et que la mobilité bancaire soit toujours aussi difficile?

**01.02** Vincent Van Quickenborne, ministre: Madame la présidente, madame Burgeon, en ce qui concerne la hausse des tarifs des comptes à vue, comme analysée par Test-Achats, il est important d'indiquer que, depuis la libéralisation des prix intervenue en 1993 à la suite de l'ouverture du marché européen et l'entrée en vigueur de la loi sur la concurrence économique, seuls les secteurs pour lesquels la concurrence ne peut pas jouer d'une façon optimale et les secteurs à dimension sociale prononcée continuent d'être soumis au contrôle des prix.

Ainsi, les tarifs appliqués par les banques pour les comptes à vue ne sont pas soumis au contrôle préalable

des prix et sont donc libres. Il est néanmoins important d'ajouter que cette liberté a été limitée depuis par la loi du 24 mars 2003 instaurant un service bancaire de base. Les institutions financières sont obligées d'offrir le service bancaire de base pour un tarif annuel de 12,80 euros permettant de faire les opérations suivantes: des dépôts, des inscriptions en compte de chèques et de chèques circulaires, des retraits d'argent, des virements, des ordres permanents et des domiciliations.

Selon moi, trois éléments sont indispensables afin d'obtenir des tarifs plus bas. Premièrement, une offre suffisante. Il me semble que nous sommes d'accord sur le fait qu'il n'y a pas de problème à ce niveau. Deuxièmement, la transparence. Je renvoie à ce propos au site web de Test-Achats où un module gratuit permet de comparer les coûts des comptes à vue selon les habitudes bancaires des clients. Troisièmement, la possibilité de changer de banque facilement. Dans le cadre d'un gentlement agreement avec le gouvernement, les banques organisent, depuis 2004, un service de déménagement restreint où l'institution financière soutient le client qui veut changer de banque au moyen d'une brochure, de formulaires standardisés et de checklists mais, comme le démontre aussi Test-Achats, ce service peut être amélioré.

Depuis la création de la zone européenne unique pour les paiements SEPA (Single Euro Payments Area), la concurrence entre les banques se joue à une échelle européenne. La Commission européenne a donc demandé au secteur financier, sur base d'un rapport d'experts, une régulation pour mettre en place un service de mobilité bancaire harmonisé qui doit être opérationnel dans tous les pays membres pour le 1<sup>er</sup> novembre 2009.

L'EBIC (European Banking Industry Committee) a réalisé cette régulation au niveau européen.

La Commission européenne a accueilli cette régulation et en surveille l'application correcte.

Chez nous, FEBELFIN s'occupe de traduire la régulation européenne dans un code de conduite pour le secteur bancaire. Ce code belge doit optimiser les accords susmentionnés conclus avec le gouvernement en 2004.

Il faudra mettre sur pied dans notre pays un système permettant de changer plus facilement de banque. En effet, aujourd'hui, vous pouvez consulter le site internet de "Tests Achats" et vous pouvez recevoir une brochure. Je souhaiterais, en cas de changement de banque, que la nouvelle banque se charge gratuitement de toutes les formalités, dans les délais les plus courts possible. Cette réforme doit avoir lieu pour le 1<sup>er</sup> novembre mais je souhaiterais raccourcir ce délai.

En ce qui concerne la transparence, il faut noter l'existence d'énormément de produits, ce qui complique un peu les choses. Cependant, grâce au module, des comparaisons peuvent être établies.

Quant aux tarifs, les services bancaires de base sont à mon sens une bonne chose mais on pourrait les élargir. Je suis disposé à examiner le problème mais je ne peux m'engager à réglementer tous les autres tarifs.

**01.03 Colette Burgeon (PS):** Madame la présidente, je remercie le ministre pour ses réponses. Nous serons vite le 1<sup>er</sup> novembre et je suppose que le ministre prépare des textes pour que les délais soient respectés.

Cette réforme est importante pour les personnes les plus fragilisées qui ne sont pas toujours à même de comparer les prix et de mener à bien les formalités pour changer de banque. J'estime qu'une banque qui accueille un nouveau client devrait lui proposer ses services pour l'aider lors du transfert du compte. J'espère donc que la mesure entrera en application le plus rapidement possible.

*Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Mijnheer de minister, ik had u moeten inlichten dat vraag nr. 12884 van mevrouw Schyns is omgezet in een schriftelijke vraag. Vraag nr. 12933 van de heer Van den Bergh wordt uitgesteld. Van mevrouw Van Daele hebben we geen nieuws. De samengevoegde vragen nrs. 13036 en 13134 van de heren Henry en Lavaux worden omgezet in een schriftelijke vraag. De heer Crucke moet het quorum verzekeren in een andere commissie. Van de heer Logghe hebben wij geen nieuws. Op die manier komen we aan agendapunt 14.

Collega Burgeon, mag ik u verzoeken mij te vervangen als voorzitter.

*Voorzitter: Colette Burgeon.*

*Présidente: Colette Burgeon.*

**02** **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Tinne Van der Straeten aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de overname van SPE-Luminus door EDF" (nr. 13237)

- de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de Franse controle van de Belgische energiemarkt" (nr. 13243)

- de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de energieprijzen voor de bedrijven" (nr. 13298)

**02** **Questions jointes de**

- Mme Tinne Van der Straeten au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la reprise de SPE-Luminus par EDF" (n° 13237)

- M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le contrôle du marché belge de l'énergie par la France" (n° 13243)

- M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les prix de l'énergie pour les entreprises" (n° 13298)

**02.01** **Tinne Van der Straeten** (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik weet wel dat de eerste minister in de plenaire vergadering vorige week uitgebreid heeft geantwoord op vragen over hetzelfde onderwerp, maar in de plenaire vergadering gaat het altijd om korte vragen met korte antwoorden. Er kwam vooral een algemeen antwoord op mijn vragen. Daarom hield ik eraan om de vraag in de commissie te behouden, en zeker ook omwille van een aantal standpunten die u daarover hebt ingenomen in de pers.

U hebt met name aangekondigd dat u zou willen dat er een Europees onderzoek wordt gevoerd inzake de overname van SPE door EDF.

Mijnheer de minister, mijn vragen zijn de volgende.

Ten eerste, is er al overleg geweest, formeel of informeel, met de Europese Commissie inzake de overname van SPE door EDF? Wat was daarvan de uitkomst?

Ten tweede, op welke wijze zal de regering zich verzetten tegen de concentratie op de elektriciteitsmarkt? Welke mogelijkheden zijn er voor deconcentratie? U hebt een tijd geleden, naar aanleiding van de beleidsnota bijvoorbeeld, het idee gelanceerd van de vermijdbare heffing in het raam van de niet-uitvoering van een onderdeel van de Pax Electrica, dat er capaciteit afgesproken moest worden voor een derde speler.

Ten derde, meer algemeen, de London School of Economics heeft al lange tijd geleden een studie gemaakt over de deconcentratie op de elektriciteitsmarkt. Die studie werd ook gescreend door de CREG. Welke aanbevelingen van die studie kunnen geïmplementeerd worden in België? Aan welke andere maatregelen denkt u eventueel om nieuwe spelers aan te trekken?

Ten vierde, is er overleg met de minister bevoegd voor Energie? Op welke wijze kan er meer slagkracht gegeven worden aan de mededingingsautoriteiten en de regulatoren?

**02.02** **Peter Logghe** (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, twee weken geleden hadden wij de mogelijkheid om minister Magnette over de verkoop van SPE-Luminus aan het EDF te ondervragen. Toen ging het nog om een dreigende verkoop. De minister zelf zag weinig dreiging uitgaan van die verkoop. Alle kranten hebben het dezer dagen nochtans over de Franse controle. Het is niet alleen de energiemarkt, maar ook een meerderheidsbelang in de gastterminal van Zeebrugge. Er heerst in de praktijk een duopolie in de Belgische energiemarkt: Electrabel in handen van Suez, en Luminus in handen van EDF.

Ten eerste, welke waarborgen hebben wij op het vlak van energietoevoer, van gastoevoer, en vooral prijszetting daaromtrent?

Ten tweede, onze energieprijzen behoren tot de hoogste in Europa, zo lees ik keer op keer. Wat zult u concreet ondernemen? Ik verneem dat u een vraag zult stellen aan de Europese Commissie, of dat u in ieder geval het Europees niveau daarover zou aanspreken.

Ten derde, wat kunnen wij doen op Belgisch vlak? Kan er nog iets gedaan worden, of zijn gewoon alle wapens uit handen gegeven?

Ten vierde, het lijkt mij toch niet onbelangrijk om toch een bepaalde verankering te behouden in de elektriciteitsmarkt. Wat zullen de overheden doen met hun niet-onbelangrijke participatie in SPE-Luminus? Moet de federale regering hierin niet haar standpunt verdedigen bij de lokale overheden zodat deze hun participatie behouden? Of neemt u ter zake geen positie in? Worden wij een speelbal van Frankrijk zoals destijds het geval was? Wat kan er worden gedaan? Hebben wij nog iets in handen om te reageren, mijnheer de minister?

Ik kijk met verwachting uit naar uw antwoord.

**02.03** Minister **Vincent Van Quickenborne**: Had u nog een andere vraag? De vraag nr. 13298 over Febeliec.

**02.04** **Peter Logghe** (Vlaams Belang): Ik heb geen bericht gekregen dat ik deze vraag ook moest stellen.

**02.05** Minister **Vincent Van Quickenborne**: U mag hoor!

**02.06** **Peter Logghe** (Vlaams Belang): Ik heb ze niet mee.

**02.07** Minister **Vincent Van Quickenborne**: Ik zal ze u anders geven.

**02.08** **Peter Logghe** (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, bedankt dat u mij mijn vraag heeft gegeven.

**02.09** Minister **Vincent Van Quickenborne**: Ik kan ze niet stellen in uw plaats.

**02.10** **Peter Logghe** (Vlaams Belang): Febeliec heeft bij 285 bedrijven onderzoek gedaan naar de energieprijzen. Volgens de rondvraag van Febeliec – een organisatie van industriële energieverbruikers – is de elektriciteit voor bedrijven in België onnatuurlijk hoog, mijnheer de minister. Het gaat om de hoogste elektriciteitsprijzen van heel Europa. Ik heb dit daarstraks ook even aangehaald. Heeft u commentaar bij dit onderdeel? Ik veronderstel van wel. Ik hoop dat u de stelling onderschrijft dat de prijzen veel te hoog liggen.

Het gebrek aan concurrentie is natuurlijk een van de oorzaken vindt ook Febeliec. Als zij een offerteaanvraag doen, krijgen zij momenteel slechts een offerte binnen van Electrabel. Wij hebben als oppositie al een aantal keren aan de alarmbel getrokken in verband met de fusie van Suez met GDF. Wij trokken opnieuw aan de alarmbel toen EDF SPE-Luminus overnam. Wanneer zal de regering eindelijk en eensgezind actie ondernemen? Dit is meer een open vraag dan wel een vraag om direct een antwoord op te krijgen.

Ik heb de indruk dat het hier dweilen blijft met de kraan open. Komt er een eensgezind standpunt? Zo ja, wanneer? Welke maatregelen op korte en middellange termijn denkt u te kunnen nemen om de concurrentie ruimte te kunnen geven en de prijzen tot een normaal Europees peil te brengen? Ik zie andermaal met veel verwachting uit naar uw antwoord.

**02.11** Minister **Vincent Van Quickenborne**: Mevrouw de voorzitter, collega's, wat betreft de controle op de overname van SPE door EDF, de deelname van EDF in SPE vertaalt zich in een concentratieoperatie die, voor zover deze een communautaire dimensie heeft – daar kunnen wij van uitgaan – door de Europese Commissie onderzocht moet worden, overeenkomstig de bepalingen van de verordening 139/2004 van de Raad van 20 januari 2004, betreffende de controle op concentraties van ondernemingen.

Ik wil u erop wijzen dat de bevoegdheid van de commissie in dezen een exclusieve bevoegdheid is en dat de commissaris voor Mededinging Neelie Kroes daar duidelijk op gewezen heeft. Herinner u de vorige concentratieoperatie tussen Suez en GDF. Wie ben ik om hier nu iets anders te zeggen? Bijgevolg zullen de

diensten van de commissie het dossier in vooronderzoek nemen, meteen na de ontvangst van de notificatie. Het bedrijf EDF is namelijk verplicht tot een notificatie over te gaan. De commissie zal dan overgaan tot een bevraging van de markten. Tijdens dat vooronderzoek zullen geïnteresseerde derden, waaronder België, de kans krijgen hun mening over deze operatie kenbaar te maken.

In ieder geval zal de DG Mededinging, mijn dienst, samen met de diensten van de commissie de evolutie van dit dossier met aandacht volgen en zal zij via het raadgevend comité betrokken worden bij de besluitvoering van de Europese Commissie.

U stelt mij veel vragen. Ik ben bevoegd voor mededinging. Een paar uur na het bekendmaken van de overname heb ik onmiddellijk gezegd dat ik bezorgd ben en dat ik de commissie hiervan in kennis zou stellen. Ik heb ook gevraagd om na te gaan of er geen collusie mogelijk zou zijn, aangezien de Franse staat in beide bedrijven, EDF en GDF, present is, waarbij men op een markt, in dezen dus de Belgische markt, eventueel de prijzen naar believen zou kunnen aanpassen.

Wat de Pax Electrica betreft, mevrouw Van der Straeten, u weet dat ik het idee van de vermijdbare heffing heb gelanceerd. Vrij toevallig heeft Electrabel Suez daarna bekendgemaakt dat zij de swap zouden doen, waarmee de Pax Electrica in grote mate zou worden uitgevoerd, maar ik zie in dit dossier wel een groot probleem. In de Pax Electrica stond namelijk uitdrukkelijk ingeschreven dat Suez een deel van haar nucleaire capaciteit zou afstaan, swappen of verkopen aan het bedrijf SPE, maar in de Pax Electrica stond ook uitdrukkelijk ingeschreven dat de deal niet zou doorgaan indien SPE verkocht zou worden aan een continentale nucleaire speler.

Bij mijn weten is EDF een continentale nucleaire speler. Dit zou dus betekenen dat Electrabel Suez, daar waar zij een deel moest afstaan, dit nu niet meer zou moeten afstaan. Ik kijk uit naar de reactie van Electrabel Suez in dat dossier, maar dat betekent dat er dus in elk geval weer wat concentratie meer bijkomt in handen van Electrabel Suez. Dit is stricto sensu conform de Pax Electrica, maar het is natuurlijk niet goed voor de concurrentie op de markt.

Meer nog dan dat denk ik eerlijk gezegd dat het grote probleem van gebrek aan concurrentie in België is dat hier Europa ons toch in de steek laat. Collega's, laten wij eerlijk zijn, een echte concurrentiële markt kan men pas krijgen op het moment dat men een echte Europese markt heeft, dat men transitnetwerken heeft die aangesloten zijn op mekaar, waar uiteindelijk consumenten en bedrijven die elektriciteit afnemen niet afhankelijk zijn van nationale spelers maar desnoods kunnen kiezen voor spelers die afkomstig zijn uit andere landen. Zolang dat niet gerealiseerd is zitten wij inderdaad met een probleem, ik geef dat eerlijk toe. De gevolgen daarvan zijn te merken op onze markt.

Wat kunnen wij daaraan doen? Wij kunnen er iets aan doen. U weet dat wij op 8 juni 2008 in de wet houdende diverse bepalingen de bevoegdheden van de CREG sterk hebben uitgebreid, door een monitoringbevoegdheid te geven aan de CREG. Dat betekent concreet dat de CREG moet toezien op de tarifaire toestand in de elektriciteits- en gasector alsook op de evolutie ervan, op de essentiële belangen van alle consumenten, dus ook de bedrijven, mijnheer Logghe, en zich moet buigen over anticompetitief gedrag of oneerlijke handelspraktijken.

Verder moet volgens de wet de CREG beoordelen of de prijzen van de elektriciteits- en aardgasbedrijven op een objectief verantwoorde wijze in verhouding staan tot de gemaakte kosten. Ik hoop, maar dit is niet mijn bevoegdheid, dat is de bevoegdheid van mijn collega, dat er hiervan werk wordt gemaakt. Als het gaat over de evolutie van de prijzen, dan kijk ik naar de CREG en is het de CREG die moet optreden. Ik kan alleen optreden op het vlak van mededinging. Daar heb ik u gezegd wat wij gaan doen. Wij gaan dat ook doen met de nodige aandrang.

In verband met de lokale overheden, staat u mij toe om u als lid van een communautair gespecialiseerde partij mee te delen dat ik daarover geen uitspraken kan doen. Die lokale overheden vallen immers onder de voogdij van de regionale overheid. Ik neem akte van hetgeen de heer Kris Peeters gezegd heeft.

De Franse speelbel, luister, ik wil niet vervallen in een soort protectionistisch spel. Als de markt functioneert in Frankrijk, heb ik er geen probleem mee dat dit zich ook vertaalt naar onze contreien. Het gaat mij dus niet over een anti-Frans spelletje of een anti-Hollands spelletje. Het gaat mij in de eerste plaats over de bezorgdheid van prijzen voor de consumenten en bedrijven en de vraag of een markt optimaal kan functioneren. Ik ga mij niet laten verleiden tot een verengend verankeringdebat. Ik heb daarover eerlijk

gezegd mijn twijfels. Het beste dat wij kunnen doen is ervoor zorgen dat het klimaat voor de bedrijven in ons land optimaal is, dat wij bedrijven hebben die verankerd zijn, gelijk welke nationaliteit zij hebben.

Bovendien, let op met een verankeringdebat, want voordat men het weet wordt dat debat overal gevoerd en zullen de kleine lidstaten zoals ons land daarvan het grootste slachtoffer zijn. 80% van onze productie en diensten zijn bestemd voor de export. Dat betekent concreet dat als wij in een spelletje komen van de ene tegen de andere wij als klein land daarvan wel eens het slachtoffer zouden kunnen worden.

Dat was mijn bedenking. Ik deel in elk geval de bezorgdheid die door de beide vraagstellers wordt geuit. De CREG heeft ook de mogelijkheid om op het vlak van prijzen voorstellen te doen. Ik wacht ze met veel interesse af.

Op het vlak van de mededinging zullen wij doen wat wij moeten doen. Wij zijn ook van plan om contacten met de dienst te hebben. Dat is ondertussen trouwens reeds door mijn DG Mededinging, de heer Steenbergen, gedaan. Hij is hier trouwens in de commissie komen getuigen, zoals u weet.

Ik ben wel degelijk bezorgd.

**02.12 Tinne Van der Straeten** (Ecolo-Groen!): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord en voor uw bezorgdheid.

Europa heeft ongetwijfeld al vele zaken gedaan. We hoeven ter zake enkel maar te kijken naar wat er in Duitsland is gebeurd. Maar Europa kan nog meer doen om een effectieve mededinging te verzekeren. Ik zou een kleine kanttekening bij het feit dat Europa ons in de steek laat, willen maken. Natuurlijk moet de Europese markt beter geïntegreerd zijn en moeten er grensoverschrijdende netwerken zijn. Anderzijds moet met dat argument worden opgelet. Electrabel Suez zal het immers graag horen. De Belgische markt is heel groot, maar is in Europa een kleine speler. Het is voor de Belgische consument bijgevolg niet noodzakelijk een goede zaak. Wij moeten de zaak dus van twee kanten bekijken.

U weet dat ik een groot verdediger van onze regulator, de CREG, ben. Ik krijg het echter op mijn heupen, wanneer ik van iedereen te horen krijg dat de bevoegdheden van de CREG zijn uitgebreid. Dat klopt, maar er is ook het Prijzenobservatorium en een marktobservatorium bij de algemene directie Energie. Er is een marktmonitoring bij de CREG en ook een marktmonitoring bij de Europese Commissie. Voor mij is het absoluut onduidelijk op welke wijze de voornoemde, verschillende waarnemingscentra tot elkaar in relatie staan.

Mijn conclusie is dat ik in de praktijk van geen van de instanties die de bevoegdheid hebben om een en ander te monitoren, iets merk. Ik stel dat vast, maar werp geen steen. Ik vraag wel of het niet nodig is om daarin geen lijn te trekken en er enige duidelijkheid aan te geven.

Tot slot, het is te algemene titel heel belangrijk – het komt hier bij elk fusiedossier op tafel, maar ik wil er niettemin toch nog eens op wijzen – om de mededingingsautoriteiten te versterken en zeker goed over de rol en de wisselwerking bij de regulatoren na te denken: wat is de rol van het auditoraat; wat moet de regulator doen; hoe kunnen de beide instellingen beter op elkaar worden afgestemd; moet er een overkoepeling komen; op welke wijze kunnen de beide instanties enerzijds van de mededinging en, anderzijds, de regulatoren, niet alleen van energie maar ook van andere sectoren, beter op elkaar worden afgestemd op een manier die de mededinging in het algemeen ex ante en ex post versterkt.

**02.13 Peter Logghe** (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Ik weet dat het een teer punt is en dat u uw bezorgdheid hebt uitgesproken over het gebrek aan concurrentie, niet alleen op het vlak van elektriciteit en energietoevoer, maar ook op andere vlakken. Ik weet dat dat gevoelig ligt.

Ik wil het verankeringsdebat wel met u voeren. Wij willen geen anti-Franse spelletjes spelen. Wij stellen alleen vast dat alsmaar meer grote bedrijven in Franse handen zijn. Dat heeft al gevolgen en zal nog gevolgen hebben. Onze prijzen liggen gevoelig hoger dan de Franse prijzen voor hetzelfde bedrijf. Probeer dat maar eens aan de klanten, waaronder de KMO's, uit te leggen. Daar is geen uitleggen aan!

Wij zullen de kwestie opvolgen.

Mevrouw Van der Straeten, ik ben het met u eens dat de opdracht van de toezichthouder CREG moet worden uitgebreid. Als het beleid niet meewil, moeten we blijven aandringen.

Mijnheer de minister, ik dank u in elk geval voor de volledigheid van uw antwoord.

*Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.*

La **présidente**: La question n° 13042 de M. Crucke est transformée en question écrite.

**03** **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de uitvoeringsbesluiten voor de strenge namaakwet" (nr. 13209)**

**03** **Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les arrêtés d'exécution de la loi stricte sur la contrefaçon" (n° 13209)**

**03.01** **Peter Logghe** (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, u kent de nieuwe wet waardoor namaak en piraterij beter konden worden bestreden en bestraft. Ik heb u ondervraagd over namaak en piraterij. Ik heb van u cijfers gekregen waaruit bleek welke impact dat had op onze economie bleek. De strengere wet van 2007 kon echter niet worden toegepast omdat de uitvoeringsbesluiten blijkbaar nog niet werden uitgevaardigd. Daardoor kan bijvoorbeeld de douane nog geen minnelijke schikking treffen en moeten alle overtredingen nog steeds naar het gerecht worden gestuurd, waar ze natuurlijk met de laagste prioriteit worden behandeld en helaas meestal vertikaal worden geklasseerd.

Mijnheer de minister, kunt u mij meedelen – ik zit hier intussen omzeggens alleen – wanneer de uitvoeringsbesluiten eindelijk zullen klaar zijn? Kunt u mij meedelen in welke richting zij zullen gaan – ik hoop in de goede richting?

Een knelpunt zou erin bestaan dat men de kosten voor opslag en vernietiging van de namaakproducten op iemand moet verhalen. Klopt de weergave van dat knelpunt? Waarom worden die kosten niet gewoon gelegd op de schouders van de producent van de namaakproducten?

Vindt u dat het kan dat de merkhouder zelf moet opdraaien voor de kosten voor de opslag en vernietiging, indien ik het verslag in de pers goed heb gelezen?

Zijn er voor de rest nog redenen waarom het wachten blijft op de uitvoeringsbesluiten?

**03.02** **Minister Vincent Van Quickenborne**: Mevrouw de voorzitter, collega, het ontwerpbesluit werd reeds goedgekeurd in een interkabinettenwerkgroep. De drie bevoegde ministers – de minister van Justitie, de minister van Financiën en ikzelf -, zullen het ontwerpbesluit kunnen ondertekenen na het advies te hebben ingewonnen van de drie bevoegde inspecteurs van Financiën en het advies van de Raad van State. Voor Economie is het advies van de inspecteur van Financiën reeds sinds februari beschikbaar. Bij Financiën zou het in aanvraag zijn. Ik heb bij mijn collega van Justitie aangedrongen om hiervan spoedig werk te maken.

Het ontwerpbesluit heeft vooral tot doel uitvoering te geven aan de mogelijkheid, bepaald door artikel 17 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de bestraffing van de namaak. Het artikel voorziet erin dat de opsporingsambtenaar bij de vaststelling van een inbreuk aan de vermeende inbreukmaker een voorstel van minnelijke schikking kan doen. Het betalen van de minnelijke schikking doet de strafvordering vervallen. De praktische modaliteiten van de procedure, met name het aanduiden van de ambtenaren, het kunnen voorstellen van de minnelijke schikking, het verklaren van de afstand van goederen, de vernietiging, de monsterneming en de hoogte van de minnelijke schikking, worden vastgelegd in het ontwerpbesluit.

Voor alle duidelijkheid, de kosten betreffende de bewaring en de vernietiging van de vermeend inbreuk makende goederen, worden finaal, ook na aanneming van het bedoeld koninklijk besluit, in principe steeds gedragen door de inbreukmaker. Onder bepaalde voorwaarden moeten de kosten van de vernietiging worden geprefinancierd na beslissing van de procureur des Konings en op basis van artikel 13, §3, van de wet – u kent de wet waarschijnlijk -, maar finaal kan er steeds worden teruggevorderd van de inbreukmaker. Indien het dossier voor de strafrechter komt en de vermeende inbreukmaker wordt veroordeeld, zal de rechtbank de kosten van bewaring en vernietiging kunnen toerekenen aan de veroordeelde inbreukmaker. In

het geval van de minnelijke schikking, bepaalt artikel 17, §3, 1°, lid drie, van de wet – en daaraan geeft het koninklijk besluit, dat er nog moet komen, uitvoering– dat het gedeelte van de som, dat is gestort om de kosten te dekken, wordt toegewezen aan de instellende persoon die de kosten heeft gedragen. Hetzelfde artikel bepaalt ook dat het bedrag van de minnelijke schikking wordt verhoogd met de kosten van bewaring en vernietiging van de inbreukmakende goederen.

Ten slotte dient nogmaals te worden onderstreept dat het bedoelde koninklijk besluit geheel losstaat van het probleem van de kosten die de bewaring en vernietiging van goederen met zich meebrengt voor de verschillende administraties.

Bedoeld koninklijk besluit wijzigt niets aan de kosten van bewaring en vernietiging. Deze kosten vloeien immers voort uit de huidige toepassing van de wet van 15 mei 2007.

Dit KB zal er wel voor zorgen dat de administraties bijkomende inkomsten zullen krijgen uit minnelijke schikkingen om eventuele kosten te dekken.

Dit neemt niet weg dat ik na de goedkeuring van het KB een grondige analyse wil doen samen, met mijn collega's van Justitie en Financiën, over de praktische afhandeling van bewaring en vernietiging.

Het koninklijk besluit zal door de drie bevoegde ministers worden ondertekend, nadat de adviezen van de drie bevoegde inspecteurs van Financiën, waarnaar ik heb verwezen, zijn verkregen en dus uiteraard ook na het advies van de Raad van State.

Ik suggereer u dus die vraag ook aan mijn twee collega's te stellen. Wij hebben echter ons werk gedaan en dat reeds sinds februari.

**03.03** **Peter Logghe** (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, ik heb met genoegen naar uw antwoord geluisterd waarvoor ik u dank.

Als ik het goed heb begrepen dan wacht u alleen nog op het advies van de inspecteurs van Financiën en van de Raad van State. Denkt u dat dit er nog voor de zomervakantie zal komen? Of wordt het september?

**03.04** Minister **Vincent Van Quickenborne**: Dat zal afhangen van de collega's van Financiën en van Justitie.

**03.05** **Peter Logghe** (Vlaams Belang): Wij zullen daar eens navraag doen. Ik dank u in elk geval voor uw antwoord.

*Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.03 uur.  
La réunion publique de commission est levée à 16.03 heures.*